

# BULLETIN

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

### Abonnements pour l'année 1874 :

#### En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

### L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

### Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 24 MAI 1874.

### Grève des charpentiers et menuisiers.

*La Fédération ouvrière de la Chaux-de-Fonds fait savoir à toutes les sociétés ouvrières que les charpentiers et menuisiers de cette ville sont en grève; en conséquence, tous les ouvriers charpentiers et menuisiers sont invités, au nom de la solidarité, à ne pas venir travailler à la Chaux-de-Fonds jusqu'à nouvel avis.*

*Tous les journaux socialistes sont priés de reproduire cet avertissement.*

### Les Fédérations de métiers.

Le groupement des ouvriers par corps de métier, s'il a pour base nécessaire la société locale de résistance, doit se compléter dans la fédération du métier.

Ce développement de l'organisation ouvrière est de la plus haute importance, et les questions qui s'y rattachent méritent une étude sérieuse de la part des ouvriers. Une fois que la question d'organisation sera réellement popularisée, l'application générale sera bientôt un fait.

Quelle est la raison d'être des fédérations de métiers?

Quelle doit être leur organisation et leur action?

En examinant ces deux questions, nous embrasserons tout ce qui, dans les circonstances présentes, peut se rattacher à l'existence des fédérations de métiers.

Supposons un métier quelconque — nous dirons les charpentiers.

Une société locale de charpentiers, en s'efforçant de garantir à ses membres des conditions de travail plus avantageuses, se heurte à des difficultés très-sérieuses, qui consistent essentiellement en ceci : 1° Les ressources financières d'un nom-

bre restreint d'ouvriers sont très-limitées, par conséquent leur puissance matérielle de résistance est également limitée, et pour peu que les patrons soient organisés, ils auront facilement raison, dans une grève, d'un groupe local d'ouvriers réduits à l'isolement. 2° Les ouvriers charpentiers peuvent être parfaitement organisés dans une localité; mais si cette organisation n'est pas étendue aux autres localités où travaillent des ouvriers du même métier, ceux-ci, travaillant encore à des conditions plus désavantageuses que les premiers, permettent à leurs patrons d'entreprendre une concurrence ruineuse pour les patrons des ouvriers organisés; ces derniers patrons, placés entre la ruine ou la lutte contre leurs propres ouvriers, choisissent naturellement la lutte; la grève éclate, et des localités non-organisées affluent ces ouvriers qui, ne comprenant ni l'organisation, ni la solidarité ouvrière, apportent la trahison dans le mouvement ouvrier. 3° En restant isolés, les groupes ouvriers resteront dans une ignorance complète sur la situation générale de la demande et de l'offre du travail par rapport à leurs métiers respectifs; pour juger sainement de l'opportunité d'une tentative d'amélioration, il est cependant indispensable de savoir si les conditions de travail dans telle autre localité, dans telle contrée, ne font pas prévoir d'avance l'insuccès. Car le travail, pour tel métier, peut être abondant dans une localité, et subir en même temps un ralentissement dans toutes les autres; or, si les ouvriers de la première localité se mettent en grève dans un pareil moment, il est évident que leurs patrons auront toutes les facilités possibles de les remplacer par les ouvriers des autres localités.

En résumé, pour que la puissance de résistance du groupe ouvrier local soit suffisante, il faut qu'il soit assuré de ressources financières plus considérables que les siennes propres; qu'il soit garanti contre le manque de solidarité des ouvriers

des autres localités; et qu'il soit en état de juger, d'une manière permanente, de la situation générale de la branche de travail qu'il représente.

Le moyen le plus pratique pour atteindre ce but, c'est que d'une localité à l'autre, les associations d'un même métier, se solidarisent et établissent entre elles une fédération, dans le but d'augmenter la puissance d'action des sociétés locales et de sauvegarder les intérêts généraux du métier.

Il existe déjà dans notre contrée des fédérations de métiers, semblables à celles dont nous parlons. Les graveurs et guillocheurs, les peintres et émailleurs, les monteurs de boîtes or, ont leurs fédérations de métiers; tous se félicitent d'être sortis de l'isolement local et d'avoir compris la solidarité générale qui doit exister entre les ouvriers d'un même métier.

Après avoir indiqué la raison d'être des fédérations de métiers, il nous reste à examiner quelle doit être leur organisation et leur action.

Le fondement naturel de l'organisation de métier, tant locale que fédérative, est la résistance. Le but essentiel d'une fédération de métier doit donc être le développement le plus complet de la puissance de résistance du métier; et toute son organisation et son action doivent tendre à ce résultat.

Pour résister au patronat, les ouvriers doivent se rendre bien compte de leurs intérêts propres et savoir bien positivement en quoi ils consistent, autrement ils ne pourraient les faire valoir. Ce résultat ne peut être obtenu qu'au moyen du groupement par spécialités; sans cela il y aurait confusion entre des intérêts divers, et ce seraient toujours les plus forts qui l'emporteraient. Cette spécialisation des intérêts nous conduit à l'*autonomie du groupe*. C'est là, en effet, le point de départ naturel de toute organisation ouvrière; la fédération, pour être réelle, vivante, doit être le produit de l'action des groupes autonomes. Si au contraire, on voulait prendre pour point de départ théorique la fédération, et lui subordonner les groupes comme des accessoires, ce serait supposer un être qui aurait lui-même à se créer, en créant tout d'abord les parties qui doivent le composer: c'est la conception des théologiens et des autoritaires; la science sociale en fera complètement justice.

Toute l'organisation de la fédération de métier ne peut donc être fondée que sur l'autonomie et l'initiative des groupes qui la composent; liberté d'organisation et d'administration pour chaque section. S'il n'y a pas identité d'intérêts entre les sections, la fédération n'est pas possible, et dès qu'il y a identité d'intérêts, les mêmes besoins appellent la même organisation et la même action; les détails pourront différer, mais le principe fondamental sera, de fait, le même. Les sections, pour constituer leur fédération de métier, n'ont rien à faire qu'à stipuler, au moyen d'un pacte fédératif,

les engagements réciproques qu'elles veulent prendre pour s'assurer mutuellement leur appui moral et matériel dans la lutte qu'elles ont à soutenir contre le patronat et le capital.

Ce pacte fédératif, par la nature même des faits, doit avoir essentiellement pour but de déterminer l'organisation et l'action, sur les points suivants:

1<sup>o</sup> Obtenir dans toutes les sections le même mode et les mêmes conditions de travail;

2<sup>o</sup> Prendre des mesures pour s'assurer le concours de tous les ouvriers du métier;

3<sup>o</sup> Déterminer nettement quels sont les cas où la fédération sera solidaire des grèves, et indiquer la marche à suivre dans les cas où l'approbation de la fédération doit être préalablement obtenue pour avoir droit à l'appui de celle-ci;

4<sup>o</sup> Fixer positivement les engagements financiers que les sections veulent prendre pour les cas de grèves;

5<sup>o</sup> Etablir, d'une manière permanente, la statistique de la fédération, tant par rapport à ses membres et à l'offre et la demande du travail, qu'à l'emploi des apprentis.

En appliquant rationnellement ces dispositions, les fédérations de métiers ont déjà un vaste champ d'activité; elles pourront considérablement contribuer à la sauvegarde des intérêts ouvriers.

Les nombreux ouvriers des villes et villages industriels du Jura rendraient assurément un grand service à la cause du travail, si, dès maintenant, abdiquant la funeste indifférence qui paralyse beaucoup d'entre eux, ils procédaient à leur organisation générale et constituaient, dans toutes les branches de leur industrie, des sociétés et fédérations de métiers.

---

## Nouvelles de l'Extérieur.

### France.

Le ministère de Broglie est tombé devant une coalition formée des prétendus républicains, des légitimistes et des bonapartistes. Il sera remplacé par un ministère pris dans le centre gauche ou le centre droit. Il se trouvera des simples d'esprit pour se féliciter de ce résultat, en s'écriant que c'est un pas de plus vers l'affermissement de la République.

Il n'y a de vraie République possible que sur cette double base: l'émancipation des travailleurs, mis en la possession de la terre et des instruments de travail, et la libre fédération des Communes autonomes. Le seul moyen de constituer cette République, c'est une révolution. Aussi, pour nous, le meilleur gouvernement sera celui qui, par ses folies et ses résistances aux aspirations populaires, amènera le plus vite cette révolution. Jusqu'à présent, le ministère de Broglie nous avait servi à souhait: espérons que ses successeurs ne démériteront pas.

### Belgique.

La Fédération bruxelloise propose, pour l'ordre du jour du prochain Congrès général, la question suivante:

« Par qui et comment devront être faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale. »

La *Société des mécaniciens réunis*, de Bruxelles, vient de publier l'appel ci-dessous, adressé à tous les mécaniciens de la Belgique :

« Frères Travailleurs,

« Le moment est venu pour nous de montrer aux ouvriers des autres corps d'état que non-seulement nous aimons le socialisme, mais que nous savons mettre en pratique les principes qui en font la force et la beauté. Les *Trades-Unions* anglaises, dont le chiffre des membres se compte par centaines de mille et l'encaisse par millions de francs, cette formidable société qui, à elle seule, fait trembler les exploiters anglais et qui naguère se croyait assez puissante pour imposer ses conditions aux industriels mécaniciens, vient d'entrer franchement dans la voie du socialisme ; nous venons de recevoir de son Comité exécutif un suprême appel aux mécaniciens belges ; ils ont reconnu qu'il ne suffisait pas d'être fortement constitués nationalement, et que la grève de New-Castle, entr'autres, où bon nombre d'ouvriers de tous pays sont allés les supplanter, leur avait démontré qu'il était indispensable, pour vaincre l'exploitation indigne du capital sur le travail, de former une ligue universelle des mécaniciens.

« La lutte va donc entrer dans une période nouvelle, peut-être la dernière ; jusqu'ici la solidarité de pays à pays, n'existait pour ainsi dire que moralement, dirais-je ; en grande partie, l'on se contentait de protestations mutuelles, sincères je le veux bien ; mais pour vaincre le fléau qui nous déçoit depuis tant de siècles ; pour anéantir le chancre hideux de l'exploitation par le capital qui ravage l'humanité, il fallait autre chose que des sympathies et des protestations, il faut (et les *Trades-Unions* anglaises l'ont compris comme nous) il faut une organisation solide, quelque chose de sérieux, d'immuable, une organisation sur laquelle les travailleurs puissent toujours compter au besoin ; en un mot, il faut une association immense qui s'étende d'un bout à l'autre de l'univers et qui serve de mère à ceux qui s'en rendront dignes, et dont le sein soit assez puissant pour soutenir et protéger ceux qui seraient forcés de s'y réfugier pour quelque temps. A nous donc, mécaniciens belges, de montrer le chemin pratique de la revendication.

« Seulement, compagnons, il s'agit, avant tout, de former la fédération nationale d'abord, et à cet effet, bientôt nous prendrons la liberté de vous adresser un appel afin que chaque association envoie ses délégués pour discuter les bases de notre union nationale et de l'union universelle ensuite ; que nos diverses associations de mécaniciens veuillent bien mettre à l'étude au plus tôt ces deux questions, sur l'importance desquelles il n'est pas nécessaire d'insister et qui sont certainement ce que nous avons eu de plus considérable pour notre avenir.

« Salut et fraternité !

« E.-V. PIERRON,

« Secrétaire des Mécaniciens réunis. »

Vendredi, 8 mai, à 8 heures du soir, a eu lieu chez Th. Brandenberg, rue des Franchimontois, à Verviers, le deuxième meeting organisé par le groupe de propagande révolutionnaire de Verviers et qui avait pour ordre du jour : Les élections législatives.

Dans ce meeting, des orateurs ont pris la parole pour y développer leurs opinions à propos des élections.

Ces genres de meeting sont de la plus haute importance, pour se mettre au courant des comédies politiques qui se jouent pendant toute une année au détriment du peuple.

Le meeting, qui avait commencé à 8 1/2 heures, s'est terminé à 10 1/2 et a conclu à l'abstention.

(*Mirabeau.*)

### Espagne.

Les carlistes ont éprouvé un échec devant Bilbao ; mais la lutte est bien loin d'être terminée. Inférieurs aux troupes régulières dans une bataille rangée, les carlistes resteront toujours inexpugnables dans leurs montagnes, et ils peuvent continuer indéfiniment leur guerre de guerillas, en dépit de tous les Serranos du monde.

Le dernier succès militaire de Serrano a été le signal d'un redoublement de rigueur contre les divers partis populaires, et nous allons voir le dictateur chercher à profiter du moment favorable pour en finir avec la forme républicaine, — ce qui d'ailleurs nous est bien égal ! Si l'armée de Serrano avait été battue devant Bilbao, les choses auraient pris une tout autre tournure, et on aurait vu certainement éclater à Madrid et dans le Midi un mouvement révolutionnaire. C'est partie remise.

Nous extrayons d'une lettre particulière d'Espagne les lignes suivantes : « Les sections de l'Internationale continuent à fonctionner comme par le passé. Cependant la persécution va toujours son train : il y a plus de cinq cents internationaux dans les prisons de l'Etat, mais cela n'a pas refroidi l'ardeur des persécutés. . . . Notre correspondance est violée de la façon la plus cynique. Nous avons beau prendre toutes les précautions que la prudence peut dicter, on nous intercepte en moyenne une lettre sur quatre. . . . Dernièrement un de nos amis a été arrêté à . . . . dans des circonstances qui vous montreront quelles sont les pratiques de la poste. Cet ami, nommé X., était allé au bureau de la poste, porter un paquet de *Manifestes* ; ce paquet avait été chargé, car ici on peut charger les imprimés comme les lettres. Quoique le paquet fût parfaitement fermé, X. n'avait pas encore repassé le seuil de la porte, que déjà la poste avait ouvert le paquet pour en examiner le contenu, et comme conséquence notre ami était arrêté sur place. Toutefois on a consenti à le relâcher sous caution.

« L'esprit des républicains qui n'ont pas été des chefs, je veux dire l'esprit du peuple républicain, incline de plus en plus en notre faveur. Désabusé, il vient à nous. Le *Manifeste* de la Commission fédérale a produit dans les masses une bonne impression. »

Dans les télégrammes publiés ces jours derniers par les journaux bourgeois, à propos de l'entrée des troupes de Serrano à Bilbao, on lisait cette phrase :

« Les volontaires républicains ont brûlé un grand nombre de maisons appartenant à des personnes favorables aux carlistes. »

Que dites-vous de cet exploit ? Une fois la bataille finie, brûler sans nécessité, en guise d'illumination, les maisons des gens d'un autre parti politique ! L'Europe entière, sans doute, aura dû se récrier à la nouvelle d'un acte aussi sauvage et aussi stupide ? Ah bien oui ! Tout le contraire : les dignes journaux de la bourgeoisie ont rapporté le fait avec la tranquillité la plus désintéressée, sans y ajouter la moindre réflexion, la moindre parole de blâme. Parbleu, les troupes du gouvernement n'ont-elles pas le droit de tout faire ?

Mais quand des socialistes, contraints à se défendre contre de féroces adversaires, brûlent quelques édifices, uniquement par des raisons stratégiques, soit à Paris, soit à Alcoy, oh, alors c'est une autre question pour les bourgeois : alors, mort aux incendiaires, extermination sans pitié, ce sont les plus grands des criminels, ce sont des cannibales !

Et l'on voudrait que les socialistes prissent au sérieux les raisonnements et les colères de ces gens-là !

### Fédération jurassienne.

Aujourd'hui paraît le premier numéro de la feuille de propagande en langue allemande, dont le Congrès jurassien a décidé la publication à titre d'essai. C'est une feuille volante, du format du *Bulletin* français, et portant le titre de *Socialdemokratisches Bulletin*. Le prix du numéro est de 5 centimes.

Nous recommandons de la façon la plus pressante, à tous les membres des Sections jurassiennes, de faire tous leurs efforts pour que cette feuille de propagande soit lue par le plus grand nombre possible d'ouvriers ; et nous espérons que bientôt un second numéro pourra suivre le premier.

Ceux qui désirent des exemplaires du *Socialdemokratisches Bulletin* peuvent s'adresser à Numa Brandt, boulevard de la Citadelle, 13, Chaux-de-Fonds, en envoyant le montant de la valeur.

La grève des menuisiers et charpentiers de la Chaux-de-Fonds continue. A ce sujet, un ouvrier nous envoie le récit suivant :

Trois ouvriers charpentiers en grève déjeûnaient dans un café à la Chaux-de-Fonds. Lorsqu'il s'agit du paiement, le cafetier exige 70 c. par personne. Un habitué lui fait observer qu'il réclame à ces ouvriers 20 c. de plus que le prix habituel. Le cafetier répond que ces trois personnes sont des grévistes, qu'ils ne mangeront sans doute rien d'autre durant la journée, et qu'il n'est que juste qu'ils paient plus que les autres consommateurs.

Voilà un cafetier qui mérite d'être recommandé aux ouvriers de la Chaux-de-Fonds.

Le Congrès de la Fédération des ouvriers graveurs et guillocheurs a eu lieu à la Chaux-de-Fonds les 17 et

18 courant. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

Notre feuille allemande de propagande, le *Socialdemokratisches Bulletin*, publie l'article suivant :

A la Chaux-de-Fonds paraît un journal politique en langue allemande, qui porte le titre pompeux d'« Ami de la révision » (*Revisionsfreund*). Ce journal s'intitule « Organe des Suisses allemands du canton de Neuchâtel, » et est au service de la bourgeoisie radicale.

Le n° 23 de ce journal contient un article assez long, intitulé *Question sociale*. Le philanthropique rédacteur du *Revisionsfreund* s'y occupe de la question des grèves, de la journée de travail, etc., et ce qu'il en dit ne peut qu'exciter l'indignation de tout ouvrier honnête. On ne sait pas si on doit s'indigner davantage contre la bêtise de l'écrivain ou contre sa bassesse. Cet idiot attribue la cause des grèves à la paresse des ouvriers, et il ose écrire le galimatias suivant :

« Tous les jours un plus haut salaire, tous les jours « moins de travail ! N'est-ce pas vraiment une splendide perspective, qui fait voir dans le lointain le bienheureux pays de Cocagne ? Et en effet, si ces gens « tiennent bien ensemble, ils arriveront sans doute à « ce résultat que les cailles leur tombent toutes rôties « dans la bouche. Mais il ne faut pas qu'il s'y trouve « des os, sans quoi il faudra de nouveau se donner de « la peine et du travail pour les ôter ; et comme on « sait, le travail doit être aboli, d'après les maximes « de saint Assy, le gréviste en chef du Creuzot et le « communard des communards ! En effet, l'ouvrier « n'aura conquis toute la dignité qui lui appartient, « que le jour où la côtelette qu'il mangera, et le Bor- « deaux qu'il boira, lui passeront d'eux-mêmes par le « ventre, sans qu'il ait même besoin de se donner la « peine de les digérer. »

Voilà qui est bien, noble *Revisionsfreund* ! A l'époque des élections, se servir des ouvriers comme de bétail électoral, et après les insulter comme des faïnésants ? Continuez seulement comme ça, et les ouvriers réfléchiront et se détourneront avec dégoût des charlatans politiques, et apprendront à connaître combien il est important, pour eux, de s'occuper eux-mêmes de leurs intérêts.

Nous communiquons avec plaisir à nos lecteurs la résolution que la section du Grütli de Neuchâtel vient de voter, à l'occasion de l'indigne article du *Revisionsfreund*. La voici :

« Considérant que l'article *Question sociale*, publié dans le n° 23 du *Revisionsfreund*, organe du *Volksverein* du canton de Neuchâtel, insulte tout le parti ouvrier avec les insinuations et les mensonges les plus éhontés et cherche à le déshonorer, la section du Grütli de Neuchâtel a voté, dans sa séance du 9 mai, la résolution suivante :

« Nous déclarons briser avec le comité de rédaction du *Revisionsfreund*, qui est en même temps à la tête du *Volksverein* cantonal, attendu que le *progrès politique, s'il n'est pas joint à la lutte pour le progrès économique de la classe ouvrière, n'est, à nos yeux, qu'une tromperie*. Nous signalons l'article en question et son auteur au mépris de tous les ouvriers. »

On nous écrit de Berne que les ouvriers boulangers de cette ville sont en réclamation auprès de leurs patrons pour obtenir une augmentation de salaire de 1 fr. par semaine. Aujourd'hui même, 24 mai, ils doivent avoir une assemblée pour examiner s'ils doivent se mettre en grève.

Le second numéro de la *Commune* vient de paraître à Genève. Le gouvernement genevois s'étant montré mécontent du titre choisi par nos amis pour leur journal, le second numéro a dû paraître *sans titre*. Echantillon des admirables libertés suisses !